



Quand les conseils sont privés... ... Nous sommes privés de beaucoup !

Le 16 mars 2022, la commission d'enquête sénatoriale sur les cabinets de conseil a rendu son rapport. Un rapport explicite dès son titre *Un phénomène tentaculaire : l'influence croissante des cabinets de conseil sur les politiques publiques*.¹



Un budget public détourné

Son contenu est édifiant de révélations sur un détournement massif d'argent public. Un détournement de plus en plus structurel puisque le montant des contrats a été multiplié par 2,36 en 4 ans, avec une augmentation de 45% sur un an.

Une somme pharaonique a été dépensée par l'État : jusqu'à près d'un milliard d'euros en 2021 !

Loin de constituer un mieux-disant pour les politiques publiques, le recours aux cabinets privés coûte à minima 10 fois plus cher que l'emploi de fonctionnaires ! En effet, les tarifs des cabinets s'établissent dans une fourchette de 1500 à 3000 €/ jour de consultant !



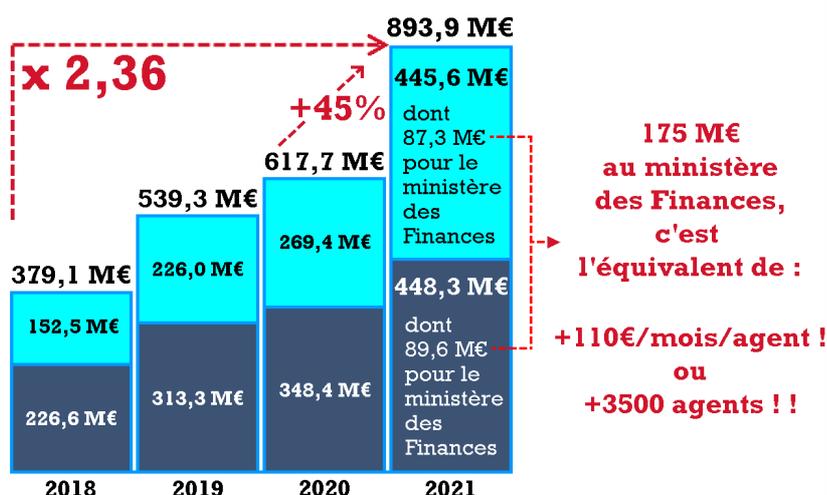
Des agents floués

Le ministère des Finances est l'un des plus gros dépensiers en la matière : près de 200 millions d'euros dépensés en 2021 !

Cela représente l'équivalent :

- d'un abondement indemnitaire de **+110€/mois/agent !**
- d'une embauche de **+3500 agents** fonctionnaires des Finances !!

Dépenses de conseil de l'Etat (total ministères - évolution 2018-2021)



- Prestations de conseil intégrant une forte composante stratégique
- Prestations de conseil intégrant une moindre composante stratégique, essentiellement informatique

De l'argent il y a en a. En tant que fonctionnaires du ministère des Finances, nous le savons. Mais cet argent sert de plus en plus quelques-uns, et de moins en moins la Collectivité. C'est notamment contre cela que les personnels des Douanes se battent depuis plusieurs mois. Face aux politiques gouvernementales spendieuses, nous demandons l'embauche de milliers d'agents dédiés à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale. La technicité et l'appétence sont présentes dans tous les services. Aux cabinets parasites qui se servent sur la bête, nous préférons le souci du bien public, et le financement des services publics.

Paris, le mercredi 23 mars 2022

¹ Le dossier de presse est disponible en allant sur le lien ci-dessous :

https://www.senat.fr/espace_presse/actualites/202203/influence_des_cabinets_de_conseil_privés_sur_les_politiques_publicques.html

